

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

Le Ministre

الوزير

Alger, le 29 OCT 2014

رقم: 681 / أ.و. الجزائري

CIRCULAIRE

Objet: Plan quinquennal 2015-2019 – Plan d'actions pour la Campagne agricole 2014-2015

A la faveur de ce mois d'octobre, sera lancée la première campagne agricole du quinquennat 2015/2019, élaboré après une large concertation avec les structures de l'administration centrale et locale, les organismes sous tutelle ainsi que les organisations professionnelles.

Il convient de préciser que ce quinquennat 2015-2019, s'inscrit dans la consolidation du quinquennat 2010-2014 qui, faut-il le rappeler, a été entamé avec le soutien, les orientations et les décisions de son excellence le Président de la République, énoncées dans son discours historique du 28 février 2009, à partir de Biskra.

Au cours de ce quinquennat, l'un des objectifs essentiels consistait à asseoir les bases d'une sécurité alimentaire durable du pays. C'est ainsi que des acquis indéniables ont été enregistrés suite à la mise en place d'abord des outils fondamentaux de la politique de renouveau agricole et rural et ensuite, à l'organisation durable de la croissance économique du secteur agricole.

Parmi ces acquis, la question foncière a été prise en charge à travers un cadre législatif et réglementaire ayant abouti à sécuriser 219.000 exploitants agricoles des terres relevant du domaine privé de l'Etat. Cette démarche de sécurisation a été adoptée également pour 120.000 bénéficiaires de l'opération d'accession à la propriété foncière agricole (APFA). En outre, les procédures d'accès au foncier ont été clarifiées et facilitées à travers un dispositif de création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage, comme a été mis également en place, un dispositif de partenariat public-privé pour rentabiliser le potentiel des fermes pilotes. Toutes ces procédures, qui garantissent, au demeurant la transparence à tous les niveaux, ont été largement expliquées et vulgarisées, notamment pour les wilayas du sud et des hauts plateaux, qui constituent un gisement certain de production agricole.

Le règlement de la question foncière a été conforté par la mise en place d'un système de financement de l'agriculture à travers des crédits à taux d'intérêts bonifiés, adaptés aux différents besoins, qu'ils soient de campagne ou d'investissement, et par les facilitations des différents dispositifs de soutien qui ont permis effectivement de relancer l'investissement dans l'agriculture.

La préservation des revenus des producteurs agricoles ainsi que la disponibilité des produits de large consommation, ont été consolidées par la mise en place d'un système de régulation des produits de large consommation (SYRPALAC) en amélioration continue avec la mise en place d'un observatoire des filières agricoles.

Il y a lieu de noter également que les programmes de lutte contre la désertification, de traitement des bassins versants, de gestion et d'extension du patrimoine forestier et de conservation des écosystèmes naturels ont permis sans conteste, de disposer d'une stratégie de protection et d'utilisation des ressources naturelles.

Par ailleurs, les populations rurales, affectées par l'insécurité durant la tragédie nationale, ont retrouvé les conditions favorables d'un meilleur retour aux métiers agricoles et ruraux, à la faveur des bienfaits des programmes de développement rural, d'habitat rural, d'électrification, de scolarisation, d'accès à l'eau potable, de santé publique, lancés dans la majorité des communes rurales, en conformité avec les principes, que le développement doit concerner l'ensemble des régions sans exclusion ni marginalisation et qu'il n'y a pas de territoires sans avenir, mais des territoires sans projets. Enfin l'amélioration constante de l'ensemble des productions agricoles, végétales et animales, a permis aux populations de disposer de tous les produits en quantité et qualité.

Ces importants acquis, ont permis d'enregistrer, durant ce quinquennat, un taux de croissance moyen de 13% en volume de la production agricole et une amélioration certaine des conditions de vie des populations rurales qu'il faudra consolider dans le cadre du plan quinquennal de développement agricole et rural 2015-2019.

Ainsi, il s'agira durant la campagne agricole prochaine de consolider ces acquis par une mobilisation, d'abord des agriculteurs, éleveurs et opérateurs de l'agro-alimentaire en tant que producteurs de richesses, organisés dans la profession et l'interprofession, ensuite, des autres acteurs de l'administration et de l'encadrement technique ; l'objectif étant de rendre irréversible la dynamique engagée, du développement agricole et rural.

En effet, bien que ces acquis soient indéniables, les efforts doivent être poursuivis pour les valoriser et les développer afin de les asseoir dans une perspective de durabilité.

Dans cette optique, je demande à tous les intervenants à tous les niveaux, de concentrer les efforts autour des axes suivants:

1- Des productions agricoles :

- Les objectifs arrêtés conjointement avec les Directions des Services Agricoles et l'ensemble des autres intervenants, doivent être atteints **pour garder la tendance de la croissance positive durant la campagne agricole 2014-2015**. Au regard du poids important des céréales dans le calcul du taux de croissance, il est impératif de donner toute la priorité au respect de l'itinéraire technique notamment dans les aspects liés à la fertilisation et à l'irrigation d'appoint ;
- Une attention particulière devra être réservée au développement de la production laitière ; des efforts devront être déployés pour augmenter le volume de la collecte de lait cru afin de réduire constamment le recours à la poudre de lait importé qui pèse sensiblement sur la balance commerciale du pays. Dans cette perspective, les laiteries publiques et privées sont appelées à densifier leurs réseaux de collecte de lait cru ;

- Maintenir la tendance à l'augmentation de la production de la pomme de terre au regard de sa part importante dans le régime alimentaire du citoyen, en agissant particulièrement sur le niveau des rendements ;
- Mettre tout en œuvre pour adapter les assolements dans le sens d'une intégration plus importante des légumineuses alimentaires dans les processus de production.

2- Du foncier agricole:

- Parachever l'opération de conversion du droit de jouissance en droit de concession ; Les services de l'administration centrale concernés, l'ONTA et les DSA, sont chargés **d'engager des actions avec l'administration des Domaines à l'effet de doter, au plus tard fin décembre 2014, chaque exploitant agricole de son acte de concession;**
- Engager les procédures de mise en œuvre du droit de concession prévues par la loi n°10-03 du 15 août 2010, notamment celles **liées à la cession du droit de concession, de remembrement et de partenariat.**
- Accélérer l'opération de **régularisation des exploitants agricoles bénéficiaires de l'APFA** ; un échéancier doit être établi dans ce sens sous l'autorité du wali, n'excédant pas le 31 mars 2015;
- Engager le confortement des exploitants agricoles, occupants sans titres des terres du domaine privé de l'Etat;
- Veiller à faire **exploiter l'ensemble des terres agricoles**, quelque soit le statut juridique, en recourant si nécessaire, au dispositif législatif et réglementaire en vigueur en matière de sanction de la non exploitation des terres ;
- Engager, pour les périmètres de mise en valeur et dont les études ont été achevées et validées, **la réalisation des actions structurantes**, dans le cadre des procédures édictées par la réglementation des marchés publics.
- Veiller constamment à la **préservation des terres agricoles**, notamment à hautes potentialités, irriguées ou plantées ainsi que les terres du domaine forestier national. Une attention particulière devra être réservée à la lutte contre l'urbanisation incontrôlée et le gaspillage de cette ressource rare et non renouvelable.

3- De l'économie de l'eau :

- Prendre les dispositions nécessaires pour **l'atteinte de l'objectif arrêté par son excellence Monsieur le Président de la République, visant à disposer d'une sole irriguée de 2 millions d'hectares à la fin du quinquennat 2015-2019**, notamment à la faveur de l'entrée en service des nouveaux périmètres de mise en valeur par la concession inscrits à l'indicatif des différentes wilayas ainsi que des grands périmètres irrigués qui seront créés avec l'entrée en service de nouveaux barrages; l'objectif arrêté pour l'année 2015 doit impérativement être atteint ;
- **Concrétiser l'objectif de sécurisation de 600 000 ha de céréaliculture par l'irrigation d'appoint notamment pour la production de semences.** Dans cette perspective, la responsabilité de l'ensemble des acteurs concernés (Céréaliculteurs, CNA, OAIC, BADR, INSID, ITGC, CNMA, SGP, Fermes pilotes, etc.), est engagée quant à la mise en place des mécanismes d'encadrement, de financement et de soutien sectoriels et intersectoriels. En outre les

équipementiers sont invités à accroître leur capacité de production, à moderniser les équipements et à densifier leurs réseaux de distribution ;

- **Conjointement avec le secteur des ressources en eau, valoriser les eaux non conventionnelles**, notamment l'utilisation des eaux usées épurées pour l'irrigation, ressource en eau alternative devenue incontournable dans des zones connues par un déficit hydrique chronique ;
- Vulgariser et accompagner les exploitants agricoles par l'incitation à **l'utilisation des systèmes économiseurs d'eau en affichant constamment ce créneau comme priorité absolue**;
- Etablir et mettre en œuvre un plan de vulgarisation, à travers notamment les spots télévisés et les radios locales, qui appuiera la réalisation du programme en question dans de bonnes conditions ;
- Réactiver au niveau de chaque wilaya, **le Comité local de pilotage**, chargé du suivi évaluation et de l'animation du programme d'économie de l'eau.

4- Des fermes pilotes :

- Concrétiser le **partenariat privé-public pour le reste des fermes pilotes** concernées à fin du 1^{er} trimestre 2015;
- Les Sociétés de Gestion des participations de l'Etat (SGP), en collaboration avec les Instituts techniques , les Directions des services agricoles des wilayas et les services de l'administration centrale concernés, sont **chargées d'établir un plan d'action visant la réhabilitation du réseau des fermes pilotes** pour rentabiliser les moyens de productions et développer davantage le programme de semences plants et géniteurs.

5- Du développement rural :

- Accélérer la réalisation des programmes inscrits dans le contrat programme avec l'EAGR ;
- **Poursuivre systématiquement la mise en œuvre des Projets de proximité de développement rural intégrés (PPDRI) afin que l'objectif fixé (12.148 PPDRI), soit réalisé dans sa totalité à la fin de la campagne 2014-2015.** Pour cela, des réunions de suivi évaluation, doivent être tenues régulièrement entre les parties prenantes;
- Rendre opérationnel, dans les meilleurs délais, **le système d'information du programme de soutien au renouveau rural (SI-PSRR)** dans son contenu et sa mise en service effective pour l'élaboration instantanée des bilans des réalisations.

6- Pour le domaine forestier national

- Prendre les dispositions nécessaires pour assurer un bon déroulement de la **campagne de reboisement** ;
- Renforcer le dispositif de **lutte contre les incendies de forêts** et les attaques parasitaires;
- Procéder dans les meilleurs délais à l'assainissement du dossier relatif aux autorisations d'usage concernant le domaine forestier national ;

- Assainir le dossier des amodiations des vides labourables dans le domaine forestier national en dehors des périmètres d'autorisation d'usage par l'adoption d'un système approprié conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- Accélérer la mise en place du **dispositif d'autorisation d'usage pour la création de forêts récréatives** ;
- Mener dans de meilleures conditions, la **campagne d'exploitation des lièges ainsi que l'opération relative aux travaux sylvicoles d'urgence** confiés à l'EAGR.

7- De l'encadrement législatif et réglementaire :

- La loi n°08-16 du 3 août 2008 portant orientation agricole, a prévu dans ses dispositions d'autres textes à caractère législatif ou réglementaire. L'ensemble de ces textes, dont les avants projets sont déjà élaborés, doivent être soumis pour examen à des groupes ad hoc élargis à toutes les structures du MADR. **Les Directions Centrales concernées sont chargées de les finaliser avant la fin de l'année 2014 ;**
- **Il en va de même du projet de loi modifiant et complétant la loi 84-12 du 23 juin 1984** portant régime général des forêts qu'il faudra finaliser avant la fin décembre 2014.

8- Autres actions :

D'autres actions à caractère horizontal d'encadrement de l'activité agricole devront être menées ; il s'agit notamment de :

- Poursuivre, en vue de son achèvement avant la fin juin 2015, **le processus d'organisation de l'interprofession en conseils** afin d'une part, de renforcer la structuration, la stabilisation et la promotion des principales filières de productions agricoles et d'autre part d'instaurer des relations partenariales entre les opérateurs du secteur agro-alimentaire et industriel et les producteurs ;
- Réactiver **le réseau coopératif de services de proximité** pour répondre aux besoins des agriculteurs en organisant le mouvement autour des professionnels avérés ;
- Achever **le processus d'assainissement du réseau des coopératives** en application de la législation et de la réglementation en vigueur ;
- Encourager et faciliter la **création d'entreprises et coopératives de services agricoles** dans les domaines du machinisme agricole (travaux et maintenance) et de la fertilisation, afin de contribuer à atténuer le problème lié à la baisse de la disponibilité de la main d'œuvre et de mieux répondre aux exigences du programme de renouveau agricole et rural ;
- Consolider et réajuster en relation avec l'ONILEV et les partenaires concernés **le Système de Régulation des produits agricoles de large consommation (SYRPALAC)** ; dans ce cadre, il y a lieu de veiller à la mise en place rapide de l'observatoire des filières agricoles, appelé à servir d'appui indispensable au dispositif de régulation ;
- Prendre toutes les dispositions utiles pour que l'ensemble des projets de réalisation des silos et des entrepôts frigorifiques à la charge de l'OAIC et de PRODA, soient lancés au plus tard la fin du mois de novembre 2014. De même, des mesures doivent être prises pour la mise en service des

trois complexes régionaux des viandes. En outre le programme de réhabilitation des laiteries publiques devra être achevé au plus tard fin décembre 2014 ;

- g) Accompagner les agriculteurs dans leur organisation en vue de la **valorisation des produits de terroirs** dans le cadre de la réglementation relative aux indications géographiques et labels ; dans cette perspective, le dispositif prévu par le décret n°13-260 du 7 juillet 2013, fixant le système de qualité des produits agricoles ou d'origine agricole, devra être mis en place au plus tard à la fin de la campagne 2014-2015 ;
- h) Poursuivre les actions **de renforcement et de modernisation des services phytosanitaires et phytotechniques** tout en intégrant les nouveaux défis que pose aujourd'hui l'agriculture durable, avec de nouveaux concepts de la protection des cultures : gestion intégrée des ennemis des cultures, la concertation et la mobilisation de tous les intervenants ;
- i) Encourager, dans le cadre de la loi n° 87-17 du 01 Août 1987, relative à la protection phytosanitaire, la création de groupement communaux et intercommunaux de défense des cultures et qui constituent des associations d'utilité publique pour la prise en charge collective de la lutte phytosanitaire ;
- j) Poursuivre la mise en œuvre des **programmes de protection de la santé animale et la santé publique vétérinaire** tout en gardant le niveau de **mobilisation du corps des vétérinaires et la vigilance des éleveurs face aux dangers des maladies** ;
- k) Accentuer les actions **de formation et de vulgarisation** dans le cadre du Programme de renforcement des capacités humaines et d'assistance technique (PRCHAT) ;
- l) Mettre en place **une feuille de route pour chaque Institut technique** en relation avec les Directions des Services Agricoles et la Chambre nationale d'Agriculture à l'effet d'accompagner les agriculteurs et éleveurs ;
- m) **Accompagner les investisseurs, porteurs de projets**, dans la mise en place de leurs projets ;
- n) Prendre toutes les dispositions nécessaires pour **encourager l'exportation de produits agricoles** ; la SGP/SGDA et la SGP/PRODA en relation avec la Chambre Nationale d'Agriculture sont chargées de mettre en place un programme opérationnel en la matière ;
- o) Vulgariser les différents produits de **l'assurance agricole** adaptés aux besoins des agriculteurs et éleveurs pour une gestion raisonnée des risques agricoles. Des objectifs devront être fixés par la Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA pour la campagne agricole 2014-2015;
- p) Engager rapidement la réflexion **pour la révision des différents dispositifs de soutien**, notamment le matériel agricole et les systèmes économeurs d'eau, la production et la collecte de lait, dans le sens de dynamiser l'investissement agricole, l'élevage et l'agroalimentaire ;
- q) Chaque structure devra inscrire comme priorité, **l'assainissement de la nomenclature des investissements** que ce soit pour les programmes centralisés, décentralisés et les Comptes d'affectation spéciale ;
- r) Elaborer un **plan de communication** par structure (Directions centrales, Directions des services agricoles, Conservations des forêts, Instituts technique et de formation, offices etc....) visant à informer l'opinion publique, des activités du secteur de l'agriculture;

- s) Donner la priorité nécessaire à la mise en place et à l'utilisation du **Système d'Information Agricole et Rural (SIAR)**, appelé à fédérer l'ensemble des systèmes d'information du secteur de l'agriculture et des forêts;
- t) Etablir un rapprochement **avec les universités et centres universitaires**, dans tous les domaines intéressant le développement agricole et rural à travers la conclusion de conventions ;
- u) Les Instituts de recherche et les Instituts techniques sont chargés **de mettre à contribution les résultats des travaux de recherche** menés dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des forêts en vue d'accompagner les agriculteurs, les éleveurs et les opérateurs économiques dans la concrétisation de leurs projets ;
- v) Finaliser au plus tard le 31 décembre 2014, **le projet d'organisation de l'administration centrale et décentralisée du Ministère de l'agriculture et du développement rural**.

Tels sont les axes qui constitueront le plan d'action de l'ensemble des structures pour la campagne agricole prochaine et dont la mise en œuvre sera évaluée et appréciée sur la base d'un rapport d'étape établi à la fin de l'année 2014 pour, éventuellement, apporter les réajustements nécessaires et utiles.

Dans cette perspective, j'ai décidé de mettre en place un comité de pilotage chargé de la mise en œuvre du plan quinquennal 2015-2019 et, d'en évaluer périodiquement les résultats.

Aussi, la mobilisation de tous les cadres et des moyens qui leur sont attachés est nécessaire et requise, afin de consolider ce qui a été construit jusqu'à présent, tout en veillant à la projection du développement de l'agriculture algérienne sur l'avenir.

J'attache une importance particulière à la mise en œuvre des dispositions de la présente circulaire.

وزير الفلاحة والتنمية الريفية

عبد الوهاب نوري

